



Justice, Paix, Intégrité de la Création et Dialogue Interreligieux

BULLETIN DES SPIRITAINS N° 2 - MARS 2016

CONGRÉGATION DU SAINT-ESPRIT - CLIVO DI CINNA, 195 - ROMA. Tél. +39 0635404610 e-mail: csspjpic@yahoo.it

MANIFESTER LA MISÉRICORDE DE DIEU AU PEUPLE DE DIEU PAR LES INITIATIVES DE JPIC

JUDE NNOROM, CSSP.

Lors de la prière de l'Angélus sur la place St-Pierre, le 8 septembre 2015, le pape François a appelé les paroisses et les communautés religieuses d'Europe à accueillir des réfugiés, comme un « signe concret de l'espérance et de la miséricorde de Dieu ». Plus tôt cette année, le 11 avril, il a proclamé 2016 année de jubilé extraordinaire de la miséricorde. Peut-être que l'appel du pape d'accueillir des réfugiés et l'année jubilaire de la miséricorde sont liés dans le sens que « Justice et Miséricorde » sont une seule et même réalité, qui se déploie progressivement et culmine dans la plénitude de l'amour (*Misericordiae Vultus* - MV

20). Accueillir des réfugiés dans nos communautés et nos maisons n'est pas seulement l'expression d'un vertueux acte de miséricorde, mais cherche aussi à donner un exemple d'action en faveur de la justice, surtout envers les plus vulnérables, enfants, femmes, personnes âgées, ceux qui vivent avec un handicap et bien d'autres qui doivent fuir les guerres et la répression politique. Notre ministère auprès de ceux qui vivent aux marges de la société nous donne la capacité « d'être miséricordieux comme notre Père céleste est miséricordieux » (Lc 6,36). « Ce ministère nous amène » e plus près de la vision de nos fondateurs Claude Poullart des Places et François Marie Paul Libermann, qui ont été poussés par la miséricorde de Dieu, en des temps bien différents, vers ceux des périphéries de la société. En mettant leurs pas dans ceux du Christ – dont le pape nous rappelle qu'il est



« l'image de la miséricorde de Dieu » - et en suivant l'exemple de nos fondateurs, beaucoup de confrères et d'associés laïcs spiritains arrivent jusqu'aux réfugiés, aux personnes déplacées dans leur pays et à ceux dont la voix n'arrivera jamais dans les corridors du pouvoir. Ces confrères et les laïcs associés apportent le Christ – visage de la miséricorde de Dieu – aux plus vulnérables. Peut-être tout d'abord motivés par la miséricorde et la compassion, ils recherchent, par la justice et la bonté, à dépasser les structures qui couvent la violence.

Dans cette édition de la Lettre, le Dr. Fintain Sheerin, laïc associé spiritain d'Irlande, nous partage son expérience comme volontaire qui cherche à montrer le visage de la miséricorde de Dieu aux réfugiés bloqués entre la France et l'Angleterre, à Calais. Belfred Brice BOUE-TOUMOUSSA nous parle de l'Espace Jarrot, une initiative lancée par les confrères du Congo Brazzaville suite à la guerre, pour prendre soin des enfants de la rue et les aider. Du

Dans ce numéro :

- ◆ RÉFLEXIONS SUR LA "JUNGLE"
- ◆ ESPACE JARROT
- ◆ JOURNAL SPIRITAIN, CAMP DE NYARUGUSU
- ◆ CONFÉRENCE ANNUELLE DES PARTIES (COP21), PARIS 2015
- ◆ RENCONTRE AVEC LE JUDAÏSME
- ◆ LES GARANTS AEFJN ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES EN AFRIQUE—PRISE DE CONSCIENCE
- ◆ VALEUR DU TRAVAIL DE PLAIDOIRIE À GENÈVE
- ◆ REPRÉSENTANT DE VIVAT INTERNATIONAL À GENÈVE

camp de Nyarugusu en Tanzanie, Mariano nous décrit les conséquences du conflit latent au Burundi et la réponse des spiritains, motivée par la miséricorde. Au niveau mondial, la défense et le lobbying d'organisations croyantes et d'autres civiles, sur les changements du climat, ont poussé les gouvernements et d'autres instances à s'engager à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à « laisser le pétrole sous

terre ». Avec la permission de l'équipe JPIC de la province d'Irlande, nous pouvons vous partager dans ce numéro un résumé sur la COP 21 à Paris. Dans la section interreligieuse, nous montrons le résultat positif d'une conférence multi-religieuse et multi-instances, chapeautée par notre réseau AEFJN de Nairobi au Kenya, sur le thème du vol des terres et de la juste gouvernance en Afrique. Après six ans de

représentation de VIVAT international à Genève, notre confrère Edward Flynn explique comment la plaidoirie est un outil essentiel pour le ministère actuel. Il nous rappelle que la connaissance des mécanismes opérationnels de l'ONU nous aide dans nos efforts missionnaires. Pour finir, laissez-moi dire la bienvenue à notre confrère Andrzej OWCA, de la province de Pologne, qui va poursuivre le travail d'Edward à Genève.

RÉFLEXIONS SUR LA JUNGLE

DR. FINTAN SHEERIN

Quand je repense à ma récente visite au 'camp' des réfugiés à Calais, il me vient un fort et persistant malaise, devant la terrible injustice faite à ces gens, nos frères humains, ces « fils d'Adam et Ève ». Je ne crois pas que ce malaise va s'affaiblir et, pour être honnête, je ne le veux pas, car j'ai passé trop d'années de ma vie béatement aveuglé, comme tant d'autres, devant les réalités de ceux qui ont été forcés d'aller aux marges de la société... je poursuis *ma* vie. En fait nous disons : « au diable tous ceux-là » !

Je me revois debout dans un hôtel sur le lac Malawi; magnifique paysage devant nous et désolante misère en dehors de l'hôtel. Deux jeunes touristes sud-africains, interrogés sur leur opinion à ce sujet, ont dit : « nous ne nous soucions pas d'eux » ! Je comprends à présent qu'en réalité nous ne sommes pas différents de ces deux jeunes.

Les marges au bord de notre conscience aveuglée sont vastes, habitées par ceux dont la différence est considérée par nous autres tellement anormale qu'elle en est inacceptable. Ces espaces, souvent nous n'y entrons pas... des lieux où arrivent des choses qualitativement différentes et où les valeurs partagées dans notre société ne sont pas vécues. Ce sont des réalités parallèles. À Calais j'ai vu de jeunes hommes se déplaçant en groupe pour constituer une force ca-

pable de briser les barrières et pouvoir s'échapper vers l'Angleterre. Ils allaient, silencieux, passant devant les maisons des Français, s'arrêtant sous les ponts de l'autoroute. Cela m'a rap-



CAMP DES RÉFUGIÉS À CALAIS

pelé les vieilles histoires celtes, dans lesquelles il existait deux mondes parallèles : le nôtre et celui, disparu, des fées. Dans cette situation cependant, le monde disparu est celui de ces jeunes hommes se déplaçant dans un monde parallèle à celui, réel, des Français d'origine, un monde dont leur réalité ne fait pas partie, mais est autre, en constant mouvement, cherchant à entrer et à trouver un répit.

Ma visite dans ce 'camp' n'a pas été ma première dans une réalité de ce genre; je suis entré chez des handicapés, chez des gens du monde rural d'Afrique et dans des bidonvilles. C'était cependant ma première visite dans ce 'camp', et cela m'a donné un petit aperçu de la situation dans laquelle les gens vivent là. Le grand éducateur brésilien, Paolo Freire, a décrit la nécessité de connaître les autres par le dialogue et l'engagement. Il dit que c'est la voie pour devenir solidaires avec les autres et,

par conséquent, vivre une vraie communion. Je sens que j'ai acquis une certaine connaissance de la réalité de ces gens et c'est dans cette connaissance que se fonde mon malaise; une colère qui me pousse à me battre aux côtés de ces frères humains.

J'utilise le mot 'camp' avec précaution, car Calais n'en est pas un ! Mon idée d'un camp est celle d'un espace clôturé, avec des constructions, de l'ordre et des services. Ici il n'y a rien de tout ça. Il n'y a pas de clôture, excepté celle qui est créée par les alertes bruyantes de la police qui patrouille. Il n'y a pas vraiment d'ordre en dehors de celui que les gens font par eux-mêmes. Et, honteusement, il n'y a pas de services, pas de toilettes, pas d'eau propre, pas de sécurité ni de santé publique. En fait, la seule chose que le gouvernement français a mise en place dans ce 'camp', c'est la police ! Suprême disgrâce : cela existe dans un riche pays européen du XXI^e siècle, qui est sans doute fier de ses valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est bien aussi une accusation désespérée de nous tous, dans toute l'Europe, d'être restés à regarder et d'avoir accepté cela, cherchant des excuses qui ont déshumanisé ces gens à nos yeux et justifié leur exclusion de chez nous. Que ce camp existe depuis huit ans est une preuve évidente de notre inaction et de notre culpabilité.

Un Iraquien m'a raconté la torture qu'il a endurée durant un mois de détention par l'ISIS. Quand il m'a

montré les marques au fer rouge sur ses chevilles et qu'il m'a décrit la menace quotidienne d'avoir la gorge tranchée, il a ajouté : « Ils m'ont torturé et m'ont traité comme un animal ». Et il a poursuivi en décrivant son inconfortable situation actuelle, disant « qu'en Europe on ne torture pas, mais ils me traitent aussi comme un animal ». D'autres aussi ont dit qu'en Europe les animaux avaient plus de droits qu'eux ! Cependant, malgré la situation de ces gens et l'inhumanité que les Européens leur font subir, il était humiliant d'expérimenter la chaleur et la cordialité qu'ils nous ont témoignées : l'accueil, la politesse, la générosité, la tolérance et les bonnes manières. Se demander qui, dans ce genre de situation, est vraiment déshumanisé est pertinent ! Freire ose

dire que les oppresseurs eux-mêmes sont déshumanisés; ce qui est largement démontré par la chasse sans discrimination que la police opère contre ces gens, des faits repris par les vidéos de surveillance. L'humanisation ne peut se faire que par ceux qui ont été opprimés, et c'est par nos engagements chez eux que nous avons senti notre propre humanité se réveiller et nous mettre au défi de répondre. Leur humanité n'est souvent pas reconnue, du fait des stéréotypes utilisés pour les désigner, tels le mot « migrant », qui résume tous les concepts négatifs qui se sont associés à ce terme. Cela est devenu clair pour moi durant ma visite, alors qu'une nuit un groupe d'environ 200 hommes ont cherché à atteindre l'Eurotunnel. Ils ont été repoussés par la police et beaucoup ont été blessés (nous avons soigné leurs blessures le lendemain). Le site de BBC News a signalé l'événement en se limitant aux retards causés aux ouvriers par « un soulèvement des migrants », sans parler des blessures faites à ces gens ni des motifs sous-jacents à leur situation. Ces nouvelles sont sans intérêt; comment le seraient-elles ? Ces gens ne sont pas comme nous ! Ils ne sont pas des êtres humains, seulement des : « migrants ».

J'ai eu la chance de pouvoir visiter la fameuse église orthodoxe éthiopienne, construite avec de la toile

goudronnée et des lattes. J'ai été ému aux larmes devant la création d'un si bel espace de prière au milieu de tant de souffrance. D'autres croyants ont fait des choses semblables. J'ai parlé avec un ancien, qui m'a accueilli en frère chrétien, mais m'a aussi fait remarquer que tous étaient bienvenus indépendam-



L'ÉGLISE ORTHODOXE ÉTHIOPIENNE À CALAIS

ment de la foi, de la nationalité et du genre. « Nous sommes tous des humains » a-t-il ajouté. Quelques jours plus tard j'ai voyagé à Rome avec ma fille; tandis que nous visitons de nombreuses églises, personne n'a été à la hauteur de ce que j'ai vécu dans « la Jungle ».

Avant mon voyage à Calais, j'ai entendu des gens dire que 3 sur 4 des occupants de ce camp faisaient partie de groupes de l'ISIS; qu'ils étaient des fondamentalistes et que, aux dires d'une dame dans une pharmacie locale, « ils voulaient venir chez nous pour nous tuer tous » ! Je n'ai pas constaté que c'était évident. J'ai seulement rencontré des personnes comme moi : ingénieurs, académiciens, menuisiers, infirmiers, docteurs, un père avec son fils mentalement handicapé et épileptique; un couple qui avait perdu la moitié de leurs treize enfants en Méditerranée. Des hommes, des femmes et des enfants qui cherchent refuge loin de la terreur de la guerre et du fondamentalisme.

Cinquante-trois personnes se sont retrouvées pour le Convoi à Calais; j'en faisais partie. Ceux-là aussi étaient des gens ordinaires, désireux d'aider les autres et d'entrer en dialogue, puis de s'engager. Certains travaillaient dans la santé, d'autres dans la construction, d'autres encore étaient éboueurs ou

magasiniers. Nous étions en somme tous des humains, et c'est cela qui nous a permis de commencer à percevoir l'atrocité de la souffrance de nos frères et sœurs. C'est aussi cela qui leur a fait voir que tous les Européens ne sont pas les mêmes. Il n'est donc pas surprenant que ces gens courageux nous aient dit que durant notre présence ils ne se sentaient plus des réfugiés, mais des êtres humains.

Beaucoup d'Européens parlent de sujets comme l'immigration, les demandeurs d'asile, les apatrides, l'ISIS, etc. Si nous mettions pour un moment ces considérations de côté et cherchions à regarder la situation des milliers de gens vivant à Calais ou dans des camps de ce style en Europe... À quoi cela ressemble-t-il ? À quoi cela ressemblerait-il

pour moi, si la guerre faisait rage dans mon pays et si j'avais à chercher refuge ailleurs ? Qu'en serait-il, si j'étais destiné à « La Jungle » ... à une décharge ? À regarder cette réalité, je pense que personne ne pourrait prétendre que cette situation n'est pas désastreuse. C'est grave, c'est déshumanisant, c'est inhumain, dégoûtant et inacceptable ! Personne ne doit avoir à vivre de cette façon. Ceux-là, nos frères humains, qui cherchaient la solidarité dans une union de pays basée sur les droits humains, sont relégués dans une décharge pour déchets humains et dans la poubelle de l'humanité.

Il faut arrêter maintenant !



DR. FINTAN SHEERIN DEVANT L'ÉGLISE ORTHODOXE ÉTHIOPIENNE

CENTRE SPIRITAIN D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE DES ENFANTS DE LA RUE : 'ESPACE-JARROT'

BELFRED BRICE BOUETOUMOUSSA, CSSP.

Afin de mieux s'engager dans ce qu'ils considèrent comme partie constitutive de leur mission d'évangélisation: la libération intégrale de l'homme; l'action pour la justice, la paix et l'intégrité de la création; la participation au



ENFANTS DE 'ESPACE JARROT' AVEC LEURS DIRECTEURS

le nombre d'enfants délaissés ne faisant qu'augmenter, d'autres confrères ont continué et développé cette œuvre avec l'appui considérable des partenaires tels que la Fondation d'Auteuil, l'Ambassade de France, l'Unicef, l'Union Européenne, et celui de nombreux autres généreux donateurs et bienfaiteurs. Nous saisissons cette opportunité pour réitérer notre gratitude envers tous nos partenaires, plus spécialement envers la Fondation d'Auteuil, qui, chaque année, ne ménage aucun effort pour nous apporter soutien et assistance.

Cette structure correspond bien à la vision missionnaire d'un de nos fondateurs Claude Francois Poullart des Places, qui, en effet, à l'origine, rêvait de la formation et de l'encadrement des pauvres écoliers à qui il fallait donner un avenir meilleur.

L'Espace Jarrot est un lieu d'accueil, d'écoute, d'attention, et de considération pour tous les enfants de la rue.

Elle se veut aussi un lieu de répit, de détente, de retrouvailles, et de convivialité, assurant à ces enfants abandonnés l'accès à certains besoins vitaux et de vie sociale, question de les réconcilier avec les valeurs indispensables de croissance humaine : la CONFIANCE, le RESPECT, l'AMOUR.

Ce centre a pour mission de redonner confiance et espoir aux enfants de la rue afin qu'ils construisent leur avenir. Il accueille et éduque les enfants en rupture et en souffrance. A travers la scolarisa-

développement et la promotion de l'homme (RVS 14), les Spiritains de la Province du Congo Brazzaville, par le biais de l'Association des Spiritains au Congo (ASPC) anime une structure d'accueil et d'écoute des enfants de la rue, appelée Espace Jarrot, du nom du Père Michel Jarrot, missionnaire spiritain et initiateur du projet. Vivant dans un quartier populaire de Brazzaville, Michel Jarrot accueillait les enfants parmi les plus délaissés. A sa mort,

tion et la formation professionnelle. Il facilite la réinsertion de certains au sein de leurs familles et leur offre une chance de réinsertion socio-professionnelle.

Depuis 1997, L'Espace Jarrot reçoit chaque année, environ 400 enfants âgés entre 4 et 17 ans. Une équipe



UN ÉDUCATEUR DISTRIBUE LE PAIN

constituée d'éducateurs, d'une infirmière-psychologue, d'un directeur ainsi que d'un aumônier s'investit quotidiennement pour leur garantir un accès à l'hygiène, à la santé, à l'alimentation, à l'éducation et l'instruction. L'équipe actuelle est constituée de 9 membres.

Afin de mener à bien ses activités, l'Espace Jarrot met en œuvre plusieurs démarches complémentaires:

Le travail en milieu ouvert: ce travail est désormais amplifié par la mise en place d'une « Antenne mobile » dotée d'un véhicule qui permet aux éducateurs de partir régulièrement à





REPOS, DIVERTISSEMENT ET DANSE AU CENTRE

la rencontre des enfants des rues, dans leur milieu de vie afin d'instaurer un climat de confiance, de dialogue et une prise en charge qui se poursuivra dans les centres d'écoute, si l'enfant l'accepte.

Les centres d'écoute de Baongo et de Moundali: parce que le quotidien rime avec exclusion..., trois jours par semaine (lundi, mercredi et vendredi), les enfants viennent pour se reposer, se laver, se faire soigner, se nourrir mais aussi et surtout pour être écouté, partager des instants d'activités ludiques (jeux, théâtre, chant, danse...) et scolaires (alphabétisation, lectures...). Cette permanence permet d'observer et de stabiliser l'enfant avant de mettre en place les démarches de réinsertion familiale et/ou socioprofessionnelle.

La médiation familiale: L'équipe de l'Espace Jarrot travaille systématiquement à renouer les liens familiaux, parce que l'enfant a besoin de



sa famille pour grandir. Lorsque la famille est retrouvée, un travail d'accompagnement et de suivi est réalisé.

Le centre d'hébergement (La Case David): quand le retour en famille n'est pas toujours possible, et que l'enfant manifeste son souhait de quitter la rue, le centre l'accueille en échange de son engagement scolaire (pour les plus jeunes) ou à suivre une formation professionnelle (pour les plus grand, à partir de 16 ans).

Malgré cet effort d'aider ces enfants de la rue à aspirer à une vie meilleure, notre mission rencontre beaucoup de difficultés. Ces difficultés sont souvent d'ordre financier, personnel et matériel. En guise d'exemple, 17 ans après sa création, l'Espace Jarrot fait souvent face à une augmentation de nombre d'enfants accueillis dans le centre. L'approvisionnement en stock alimentaire, eau potable, essentielle, est peu à peu devenu irrégulière voir incertaine. Cela rend impossible, aléatoire la transmission et l'application les règles indispensables d'hygiène.

Nonobstant ces difficultés, les spiritains au Congo sont contents d'œuvrer auprès des enfants de la rue; car ce dernier répond bien à une mission concrète de la congrégation: celle de former l'homme et lui procurer un meilleur avenir à la suite du Christ et de nos fondateurs.

CAMP DE RÉFUGIÉS DE NYARUGUSU, JOURNAL SPIRITAIN

MARIANO ESPÍNOZA, CSSP.

Début mai de cette année, nous avons été surpris par l'afflux massif de réfugiés burundais, qui sont arrivés en Tanzanie à cause de la crise politique et des violences que s'en sont suivies dans le pays. Des centaines de femmes, d'enfants et d'hommes, venant surtout du sud du Burundi sont passés en Tanzanie et se sont établis à Kagunga, un petit village, entouré d'un côté par des montagnes et de l'autre par les eaux du Lac Tanganyika. En très peu de temps le nombre de réfugiés est passé à des milliers. Le village s'est trouvé dans une situation précaire, car le nombre de réfugiés a dépassé les services sociaux. Nourriture, santé, conditions sanitaires et abris se sont avérés trop petits pour tant de monde. À cause du manque d'hygiène le choléra s'est déclaré, conduisant de nombreux gens à la mort.

En collaboration avec l'UNHCR (Agence de l'ONU pour les réfugiés), le gouvernement de Tanzanie a mis en place un certain nombre de bacs pour porter



LA VIE DANS LE CAMP DE NYARUGUSU



et l'environnement sont administrés par des ONG travaillant sous les auspices de l'UNHCR. Ces services et les installations, bien qu'insuffisants, facilitent et justifient l'accueil de réfugiés à Nyarugusu. Grâce à Dieu, Nyarugusu existe encore, sinon les choses seraient bien pires. Un bon exemple en est le fait que ceux qui sont arrivés malades de choléra ont été immédiatement contrôlés et

les gens de Kagunga à la ville de Kigoma. Ce service a fonctionné environ trois semaines. Les réfugiés étaient provisoirement logés dans le stade de Tanganyika, tandis que leurs malades étaient soignés à l'hôpital de Kigoma. D'autres réfugiés burundais sont arrivés en Tanzanie par la route, en traversant les villages du nord-ouest; beaucoup étaient accueillis dans le camp de Nyarugusu. À mon avis, la décision de les loger à Nyarugusu était due au fait qu'il y existe des installations disponibles. Nyarugusu abrite déjà 55 000 réfugiés de la RDC. Mais le transfert de réfugiés burundais vers Nyarugusu continue. De nombreux autobus ont été loués pour acheminer les réfugiés vers des camps. Nous sommes heureux d'apprendre que leur nombre décroît. Les derniers chiffres disent que 53 000 sont originaires de Tanzanie.

Le camp de Nyarugusu est le dernier en Tanzanie à être soutenu par l'UNHCR. Les installations et les services, tels l'éducation, la santé, la nourriture, les services sociaux, l'eau

traités puisque les services de santé existent. D'autres ONG sont aussi venues donner un coup de main.

Cependant cette arrivée de réfugiés burundais a aussi porté sa part de problèmes. Des écoles ont été fermées et des salles de classe ont été mises à disposition des nouveaux arrivés. Des églises ont été arbitrairement utilisées pour abriter des réfugiés; beaucoup de familles ont été mises ensemble sous de grandes tentes montées sur des terrains de sports. En conséquence les activités ordinaires et normales ont été arrêtées. Les ONG au moins ont monté des tentes pour chaque famille. Selon les informations d'un représentant du gouvernement, les nouveaux arrivants seront dirigés de Nyarugusu vers ailleurs; mais on ne sait pas encore quand.

Pour notre part, nous poursuivons nos activités comme d'habitude, mais le nombre de gens que nous servons a beaucoup augmenté. La situation au Burundi reste fragile; c'est un vrai défi; et nos vies sont

incertaines. À cause de cela nous ne pouvons pas dire de quoi sera fait demain. Nous continuons à accueillir des réfugiés, nous prions avec eux et leur offrons les services pastoraux nécessaires. Nous nous mettons à leur disposition et sommes avec eux. Par bonheur, beaucoup d'entre eux ont vécu au camp de Mutabila, où nous travaillions il y a quelques années; ils étaient nos paroissiens; nous les connaissons et ils nous connaissent.

Mon souhait était de les retrouver dans des conditions meilleures et plus humaines, et non dans un camp de réfugiés. Souvent je me demande quand une telle situation finira ? Jusqu'à quand ces gens devront-ils encore fuir ? Qui pourrait trouver une solution durable à cette tragédie humaine dans la région de l'Afrique de l'Est ?

Nous implorons le pardon de Dieu ! Nous sommes des humains et ce qui affecte les uns affecte tous les autres.

Seigneur, prie pour nous.



MARIANO AVEC DES ENFANTS DANS LE CAMP

LA CONFÉRENCE ANNUELLE DES PARTIES (COP21) PARIS

RÉSUMÉ REPRODUIT AVEC LA PERMISSION DE JPIC DE LA PROVINCE D'IRLANDE

La COP21 a engagé tous les pays. Tous ont reconnu les principes du changement climatique, et ont été d'accord pour faire quelque chose dans ce domaine. Mais certains ont été plus ambitieux que d'autres, et les pays riches n'ont pas offert assez d'argent pour régler le problème au mieux.

Le fin fond du problème, c'est que l'accord nous rapproche bien plus d'une solution qu'il y a seulement quelques semaines, mais qu'il est encore très loin de là où devons en arriver. En fait, nous ne savons même pas où ça nous portera dans quelques années. Combien l'accord va limiter les émissions de gaz à effet de serre, et ainsi réduire le réchauffement, cela dépendra des résultats obtenus dans chaque pays dans la diminution de ces émissions et dans le développement des énergies renouvelables, et s'ils vont continuer à poursuivre leur effort dans les années à venir. En termes de justice climatique, il n'y a guère motif à applaudir. Des pays riches, comme les États-Unis, le Canada et l'Union euro-

péenne ont certes relevé légèrement leurs promesses financières pour le climat, mais personne ne l'a fait assez pour compenser les larges dépassements du budget-carbone global qu'ils ont engloutis.

Pourtant, l'accord de Paris a défini un cadre pour un progrès plus important au cours de la décennie à venir. Voici un guide élémentaire sur ce que l'accord réalise, ce qu'il contient, et ce qu'il ne contient pas :

Que réalise-t-il ?

L'accord de Paris a engagé 196 pays à limiter le réchauffement de la terre à pas plus de 2° C au-dessus du niveau préindustriel, avec un objectif plus ambitieux de 1,5°. Il appelle aussi à arrêter l'augmentation d'émissions de gaz à effet de serre le plus tôt possible. Avant la conférence de Paris, chaque pays a présenté ses résolutions, appelé INDC (Intended Nationally Determined Contribution) ou « contributions nationales », déclarant ce qu'il allait faire pour réduire les émissions, augmenter l'énergie renouvelable et/ou réduire la déforestation. Les projets présentés étaient extrêmement divers. Et il y a deux très grandes failles : **ces contributions nationales sont libres**, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de sanction pour ceux qui ne les respectent pas. Et même s'ils sont atteints, ces objectifs ne mettront pas la terre sur une voie qui conduira à moins de 2° C de réchauffement. Les meilleurs pronostics disent qu'il y aura au moins 2,7 à 3,5° de réchauffement. C'est pourquoi les experts du climat, tels Joe Romm du Think Progress, disent qu'ils ne servent qu'à gagner un peu de temps pour entreprendre une vraie action. Mais c'est toujours mieux que d'aller tout droit au précipice.

La bonne nouvelle, c'est que l'accord inclut une procédure pour renforcer l'indice INDC. En 2018 ces pays vont comparer leur projets et faire le point, et en 2020 ils devront présenter de nouveaux indices INDC. Ils pourraient en rester aux mêmes, mais on espère qu'ils iront plus avant, car le problème se fera plus urgent, le mouvement politique

en faveur du climat sera plus fort, et les technologies propres seront moins chères et plus répandues. Le président Obama, qui a beaucoup œuvré pour un succès à Paris, dit que les pays vont trouver, comme les États-Unis depuis qu'il a pris ses fonctions, que, une fois lancées et développées, les voies vers les énergies renouvelables sont plus faciles qu'on ne pensait. C'est pourquoi les États-Unis et leurs alliés dans les négociations en ont fait leur principale exigence.



DRAPEAUX DES PAYS PARTICIPANT AU COP 21 À PARIS

L'accord de Paris n'est pas un traité, et les indices INDC des pays ne sont pas légalement contraignants. (L'administration Obama s'en est assurée, pour qu'elle n'ait pas besoin de soumettre l'accord à l'approbation du Sénat des États-Unis.) Pourtant l'engagement contient quelques éléments contraignants, telle l'exigence que les pays participent à un système de vérification de leurs progrès dans la poursuite de leurs objectifs.

Qu'est-ce qui a conduit au compromis ?

Chacun est engagé. Les accords précédents avaient mis toute la responsabilité de réduire les émissions sur le dos des pays riches. Dans l'accord de Paris, tous les 196 pays signataires doivent entreprendre des actions, tout en affirmant que les pays riches doivent commencer de suite et réduire leurs émissions plus drastiquement, tandis que les contributions des pays pauvres dépendront de la situation de chacun.

Un mécanisme « à cliquet » - sans retour. C'est le terme technique utilisé pour qualifier l'engagement à présenter des objectifs à l'horizon 2020. C'est la plus grande victoire dans l'accord, car les plus grands pays en développement, comme l'Inde et l'Indonésie, étaient réticents à accepter un système qui les presse plus qu'ils n'auraient voulu pour les dix ans à venir. La plupart des INDC ont exprimé des intentions pour 2030, mais si nous ne les améliorons pas, il sera impossible de rester en-dessous de 1,5° C, même presque impossible d'être en-dessous de 2° C. Le mécanisme sans retour impose aux pays de se retrouver en 2020 et d'y présenter leur plan pour 2025 à 2030. Ce sera l'occasion de tendre à rester en-dessous de 2° C, mais nous ne savons pas ce qu'il en sera en 2020 et au-delà.

Petits accroissements des finances pour le climat, incluant une aide à l'adaptation.

Pour beaucoup de pays qui sentaient les effets du changement du climat, il était clair dès le premier jour de la conférence, quand les chefs d'États parlaient, qu'une aide accrue pour l'adaptation était une priorité. Jusqu'à présent, la grande partie des finances pour le climat tendait vers la réduction des émissions de gaz. Et principalement, les pays riches ont largement manqué leur but de 2009 qui prévoyait 100 milliards par an à l'horizon 2020 pour le budget sur le climat. Des pays développés, dont les plus généreux étaient l'Allemagne, la France et le Royaume Uni, et l'Union européenne dans son ensemble, ont fait à Paris de nouvelles promesses de plusieurs milliards. Ce n'est en général pas spécifiquement prévu pour l'adaptation, mais quand même une partie pourra lui être attribuée. Et le Secrétaire d'État John Kerry, dans un effort pour donner un coup de pouce aux négociations et montrer aux pays en développement que les États-Unis écoutaient leurs préoccupations, a annoncé que pour les cinq ans à venir les États-Unis allaient doubler leur aide à l'adaptation, passant de 400 à 800 milliards. Cela a

pu aider à arriver à l'accord final, mais ça reste une goutte d'eau dans l'océan de l'économie américaine, de son budget et de son immense dette historique pour le climat.

Des pays plus riches en voie de développement ont commencé à contribuer aux finances pour le climat. Sous couvert de la convention-cadre des Nations Unies pour le changement du climat, un groupe spécifique de pays développés, qui étaient riches en 1992 quand la convention a été négociée pour la première fois, ont été chargés de payer pour réduire les risques liés au changement climatique, et tous les autres en ont été exemptés. Mais certains pays exemptés, tels la Chine, Singapour et la Corée du Sud, ont connu depuis une vertigineuse croissance économique. D'autres comme l'Arabie saoudite et quelques États du Golfe, sont fabuleusement riches, et sont les pires producteurs d'émissions de gaz par tête. Durant le même temps nous avons vu un effondrement de l'économie et une diminution conséquente des émissions de gaz dans les États soviétiques de l'Europe de l'Est. C'est insensé de dire qu'ils doivent payer, alors que des pays plus riches du Moyen-Orient et de l'Asie ne le doivent pas. A la COP21 des pays plus riches en développement, en particulier la Chine, ont refusé l'obligation de contribuer à la dépense, mais ils acceptent de le faire sur une base facultative. En réalité, la Chine s'est engagée pour 3.1 milliards de dépenses pour le climat d'ici à 2020, légèrement plus que les 3 milliards des États-Unis.

Perte et dommages, en quelque sorte. Quand les pays développés se sont engagés en 2009 à consacrer 100 milliards annuellement pour le climat à l'horizon 2020, ils avaient deux intentions : réduire et prévenir les émissions de gaz et se préparer aux effets du réchauffement déjà existant et inévitable. Mais quand les effets dévastateurs de l'élévation du niveau des mers et de violents phénomènes météorologiques se sont manifestés, les pays en voie de développement ont demandé une troisième forme d'aide : pertes et dommages. Eux et leurs alliés dans les organisations de solidarité internationale et les groupes environnemen-

taux ont poussé à Paris pour que soit prévue une section séparée de l'accord, traitant des pertes et des dommages. Ils l'ont obtenue, mais cela n'a pas mis les pays riches en face de leurs responsabilités vis à vis des dommages passés ou à venir causés aux pays plus pauvres. C'est même le contraire qui est explicitement prévu, disant que l'accord n'inclut pas ou ne prévoit pas une base pour une contrainte légale ou une compensation. (La contrainte légale signifierait que les pays qui sont devenus riches en consommant les énergies fossiles sont légalement responsables des effets sur le changement du climat). À la place, l'accord prévoit seule-



PLAIDOYER EN AMAZONIE POUR LAISSER LE PÉTROLE SOUS TERRE

<http://amazonwatch.org/news/2015/0929-keep-it-in-the-ground>

ment un groupe de travail pour donner des recommandations sur la manière de déceler, amoindrir et traiter les transformations dues aux impacts négatifs du changement du climat.

Des buts abstraits ambitieux. Comme l'accord de Copenhague en 2009, celui de Paris s'en tient à l'objectif de tenir le réchauffement en-dessous de 2° C. Mais à la demande des pays les plus vulnérables, telles de petites îles, il va plus loin, demandant des efforts pour rester en-dessous de 1,5° C. Il exige même que l'équipe intergouvernementale sur le changement du climat publie un document indiquant comment rester en-dessous de 1,5° C. Mais à ce point, tout cela est purement théorique, puisque les INDC ne sont pas assez exigeants et concrets pour arriver à ces objectifs.

Qu'est-ce qui a été laissé en dehors de l'enjeu ?

Laissez-le enfoui.

Récemment, le mouvement pour faire arrêter l'extraction de combustibles

fossiles s'est puissamment renforcé, surtout aux États-Unis. Il fait évoluer la politique sur le climat, et pourtant il ne transparaît d'aucune façon dans l'accord de Paris. Les intentions de l'ONU ont été d'amener les pays à opérer des réductions des émissions et à développer des énergies renouvelables, une énergie efficace, ou l'effet « puits de charbon », mais l'ONU n'a pas appelé à restreindre l'extraction du pétrole. L'ONU se satisferait de voir un pays pratiquer la CCS (technique de capture et d'isolement du carbone) en vue d'éliminer le gaz carbonique émis par la combustion du fuel. Mais les activistes des droits environnementaux, de justice sociale et des droits humains ne trouveraient ça pas adéquat (même si ces techniques étaient largement disponibles et bon marché, ce qu'elles ne sont pas). L'extraction du fuel, son transport et sa combustion ont, en plus de l'impact sur le changement du climat, tout une série d'effets négatifs sur l'environnement, les droits humains et la santé publique. Peut-être qu'une prochaine fois ces activistes vont persuader les pays de limiter l'extraction du fuel domestique dans leurs projets INDC. Ils essaieront sûrement.

Mais ils ont peu d'atouts dans leur jeu. « Laissez le pétrole sous terre » est le cri de ralliement de certains des peuples les moins puissants dans le monde, comme les communautés indigènes. En face d'eux il y a les compagnies de pétrole, qui possèdent plus d'argent que Dieu. Pourtant, si les campagnes de désinvestissement, qui ont obtenu à Paris quelques nouveaux gros engagements la semaine dernière, continuent à s'étendre, les compagnies pétrolières pourraient n'être plus aussi puissantes dans cinq ans.

Droits des indigènes. Un proche allié du « laissez-le sous terre » pourrait être la protection des droits des communautés, en particulier des communautés indigènes, à cause des effets de l'extraction du pétrole. Des activistes indigènes sont venus du monde entier à Paris pour défendre cela, mais ils n'ont pas eu de succès. Les droits des indigènes ont été mentionnés dans les préambules, mais ont été totalement laissés de côté dans les textes de mise en pratique.

Des objectifs nationaux suffisamment ambitieux. Pas étonnant que les INDC aient été trop faibles, puisque les pays les avaient annoncés avant même l'arrivée des négociateurs à Paris. On avait espéré que certains pays allaient les renforcer, dans le cadre des négociations. Des pays en voie de développement en particulier avaient proposé une politique conditionnelle plus ambitieuse en échange de finances accrues pour le climat. Mais les pays riches n'ont pas engagé assez d'argent pour éperonner des pays en voie de développement vers une voie plus rapide en faveur d'une économie basée sur les énergies propres. Aucun pays riche n'arrive à réaliser ses obligations historiques, mais les États-Unis méritent un blâme spécial. Ils donnent moins, vu la taille de leurs économies, que

des pays moins peuplés comme le Canada et bien des pays européens. Et les Républicains du Congrès cherchent à éviter le paiement de ce à quoi les États-Unis se sont engagés.

« **Décarbonisation** ». L'accord de Paris appelle le monde à trouver un équilibre entre les émissions anthropogéniques et l'élimination des gaz à effet de serre par l'effet « puits de carbone » dans la seconde moitié de ce centenaire. En d'autres termes, quelque part entre 2050 et 2100, nous devrions avoir 'zéro carbone' émis. Ce n'est pas la même chose que 'aucune émission de carbone'. Cela signifie que nous aurons encore des émissions de carbone, mais l'équilibre se retrouvera par l'élimination du carbone dans l'atmosphère au travers d'absorbants de carbone, telles

les forêts ou CCS ou des technologies encore à trouver. C'est théoriquement cohérent avec une limite de 2° C, mais le noyau dur des « faucons climatiques » réclamaient une économie exempte de carbone d'ici à 2050. En d'autres termes, ils voudraient entièrement arrêter l'usage de combustibles fossiles le plus tôt possible. Mais des pays dont l'économie est totalement dépendante de l'extraction du pétrole ou du gaz ne seraient pas d'accord avec ce langage, par exemple l'Arabie saoudite, qui a été souvent accusée d'obstruction durant les débats. Des pays avec de grosses compagnies de pétrole n'adhéreront pas non plus à ce genre de discours.

Pour les activistes de tous bords, l'accord de Paris montre qu'il y a toujours de l'espoir d'avoir un lieu vivable.



DIALOGUE INTERRELIGIEUX

À LA RENCONTRE DU JUDAÏSME

La Commission pour les relations religieuses avec les juifs a publié le 10 décembre 2015 un document intitulé « Les dons et les appels de Dieu sont irrévocables » pour marquer le 50^e anniversaire de la Déclaration *Nostra Aetate* du Concile Vatican II, dans laquelle un article significatif traite des relations entre catholicisme et judaïsme (N°4).

Entre autres observations, le document affirme que « les témoignages de la révélation divine » sont à la base de l'unité et de la différence entre le christianisme et le judaïsme. Par conséquent, le mouvement d'évangélisation envers les juifs devrait être considéré différemment de l'évangélisation des hommes et des femmes appartenant à d'autres traditions religieuses. Tenir à leur foi en Christ ne devrait pas empêcher les chrétiens de reconnaître que les juifs sont aussi porteurs de la parole de Dieu. A cet égard, la visite du Saint-Père à la synagogue de Rome le 17 janvier 2016 est une invitation pour les chrétiens à considérer le dialogue inter-religieux comme un processus de rencontre de l'autre. Dans ce proces-



LE SAINT-PÈRE À LA SYNAGOGUE DE ROME

sus, nous découvrons des principes et des valeurs partagés, parmi lesquels celui souligné par le pape, que la violence et les conflits ne peuvent être accomplies au nom de la religion. Le pape affirme que « la violence de l'homme contre l'homme est en contradiction avec toute religion digne de ce nom, particulièrement les trois grandes religions monothéistes » (judaïsme, christianisme et Islam). Le dialogue inter-religieux est un moyen sûr pour contrer les extrémismes religieux et promouvoir la justice et la paix. Avec le Dialogue inter-religieux, nous sommes plus équipés pour éduquer et informer ceux qui pourraient facilement être recrutés par les extrémistes. Vous pouvez visiter le lien en bas de page pour lire le document dans son intégralité http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/chrstuni/reactions-jews-docs/rc_pc_chrstuni_doc_20151210_ebraismo-nostra-aetate_en.html.

LES GARANTS AEFJN ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES EN AFRIQUE. PRISE DE CONSCIENCE



Continental Conference on Land Grab And Just Governance In Africa



Held at Jumua Conference & Country Home Limuru - Kenya, 22nd - 26th Nov. 2015

JUDE NNOROM, CSSP.

Environ 150 participants du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM); l'Association des Conférences épiscopales d'Afrique de l'Est (AMECEA); les équipes JPIC des congrégations religieuses et des diocèse d'Afrique; des représentants du gouvernement du Kenya; CRS; la Fondation Raskob; Trocaire; Manos Unidas; Misereor et Fastenopfer ont participé à la conférence panafricaine sur la réquisition des terres et la juste gouvernance en Afrique. Étaient présents aussi comme observateurs des représentants des dénominations chrétiennes, musulmanes et des adhérents de la religion traditionnelle africaine. Les échanges ont porté sur la subtile injustice qui règne en bien des régions du continent; des cohortes de « coopérations » en accord avec certains gouvernements d'Afrique dis-

posent et volent les terres des cultivateurs, avec des promesses de meilleures conditions de vie et la promotion d'investissements étrangers. Les participants ont fait remarquer que la hausse des prix alimentaires, les demandes croissantes de carburants biologiques, la rareté croissante d'eau potable et de produits de la terre seront les futures causes de conflits sur un continent qui connaît la sécheresse, la faim et la guerre. Alors que pour les peuples indigènes d'Afrique la terre n'est pas une commodité, mais un don reçu de Dieu, qui devrait être transmis aux

générations suivantes, leurs voix ne sont pas écoutées dans les capitales du continent, où des arrangements sont faits pour les déplacer de la terre de leurs ancêtres. Il était intéressant aussi d'apprendre de la part de certains participants que l'Église catholique possédait en certains pays



PARTICIPANTS SPIRITAINS À LA CONFÉRENCE PANAFRICAINNE AU KENYA : PAUL FLAMM (JPIC TANZANIE), CHIKA ONYEJUWA (AEFJN BRUXELLES), MARTIN CHIPSAT (JPIC KENYA) ET JUDE NNOROM (JPIC ROME)

d'Afrique de vastes domaines, pris durant la période coloniale, et que les habitants du lieu avaient été déplacés. L'exemple de la Conférence épiscopale catholique d'Afrique du Sud, qui a volontairement rendu les terres acquises durant l'Apartheid, a été montré comme une bonne solution, qui devrait provoquer l'émulation d'autres institutions d'Églises. Pour contrecarrer cette injustice, il faut une collaboration multi-religieuse. Les prêtres, les religieux, les chefs traditionnels, les pasteurs,

les imams doivent s'organiser et collaborer pour échanger l'information, travailler avec des ONG sur le terrain, tels Earth International, GRAIN et d'autres, pour faire prendre conscience de ce fléau. Des présentations ont été faites de récentes recherches sur des modèles de terrains, de statistiques sur le vol de la terre en Afrique, conduites par une université africaine. Les participants ont approuvé et ont demandé que les bureaux de JPIC des diocèses et des congrégations collaborent avec des

hommes et des femmes d'autres traditions de foi pour éveiller les consciences sur ce sujet et informer les populations locales, pour qu'elles ne se laissent pas abuser par les promesses des voleurs de terre. Alors que souvent les hommes et les femmes des traditions religieuses réagissent suite à des conflits, voici une occasion d'être précurseurs, en participant à des campagnes dans votre région, pour stopper cette future cause de conflit sur le continent, le vol de la terre.

VALEUR DU TRAVAIL DE PLAIDOIRIE À GENÈVE

EDWARD FLYNN, CSSP.

Fin août 2009 j'ai commencé à travailler à VIVAT international en tant que principal représentant à Genève. J'arrivais à Genève comme novice dans ce travail de défense et j'avais beaucoup à apprendre. Au cours des années il y a eu bien des occasions d'apprécier le travail des Nations Unies, de prendre des initiatives dans le domaine des droits humains et de m'engager de façon claire dans les rouages de l'ONU. À présent, au bout de six ans, le moment est venu d'évaluer et de mettre quelque chose sur papier au sujet de la valeur d'un tel travail et de ceux qui en bénéficient.

On peut énumérer bien des bénéfices, individuels et collectifs. Par exemple, tous ceux qui se sont formés dans le domaine des droits humains ont grandement apprécié leur temps et leur expérience à Genève. Ils ont acquis une perspective nouvelle et plus précise de leur travail. Cette possibilité offerte à des Spiritains a beaucoup été le fruit d'un arrangement temporaire et occasionnel. Il y avait peu de fonds (trouvés grâce à la générosité de quelques confrères) mis à disposition pour ce travail. De nombreux confrères pourraient bénéficier de ces cours si un fonds propre était prévu dans le budget.

Les personnes et les communautés qui ont porté des problèmes à mon attention ou qui ont écrit des rapports

sur des situations concernant les droits humains ont vu leur souci porté au niveau international et ont trouvé soutien et aide pour cela. L'information est la monnaie du travail de plaidoirie. Savoir où, quand et com-



ment présenter l'information à l'organisation de l'ONU est le travail du représentant à Genève. Peu de confrères ont fourni des informations pour la revue (Universal Periodic Review - UPR) d'un pays. Mais il y a bien d'autres instances où les informations peuvent être données : le Conseil des Droits Humains, ou le Rapporteur spécial du Conseil des Droits Humains.

Depuis quelques années maintenant, nous Spiritains, au niveau de la maison généralice et dans différentes provinces, avons promu une politique de collaboration. La décision de nous joindre à VIVAT a déjà été une expression de cette politique. Douze congrégations font désormais partie de VIVAT. En soi, ça va présenter de nouveaux problèmes pour le travail et pour tous ceux qui s'y

engageront au cours des années à venir. Le travail quotidien à Genève offre aussi bien des occasions de collaborer avec d'autres ONG, croyantes ou non. L'engagement dans VIVAT international est une façon bien claire de mettre en pratique la politique de la collaboration.

Il y a bien des années déjà, Antonio Pernia, SVD (2010 - président de VIVAT) a écrit dans une lettre aux membres de VIVAT: « Nous affirmons d'avance que cela donnera l'occasion de témoigner de ce que le pape Jean-Paul II a appelé « le nouvel Aréopage »...

Nous croyons que les buts humanitaires de l'ONU coïncident avec les nôtres et que notre collaboration avec cette instance peut être une manière importante de travailler pour le Royaume. Cela nous mettra aussi en contact et nous permettra de collaborer avec un grand nombre d'ONG qui poursuivent des buts semblables... Nous sommes depuis longtemps présents auprès des pauvres et des marginalisés en bien des lieux du monde, nous avons un niveau élevé de formation et un réseau international efficace. C'est pourquoi nous avons les moyens de porter la voix des pauvres et des marginalisés jusqu'aux organisations qui prennent les décisions au niveau mondial. En arriver là est le but de VIVAT international. »

Ce dernier paragraphe décrit bien mon expérience de travail avec VIVAT à Genève. Entrer en dialogue au sujet des règles de droits humains est un

sujet central des échanges au Palais des Nations. Par notre présence à Genève nous avons la possibilité et la capacité de porter la voix de ceux qui souffrent des violations des droits humains dans ces échanges et de favoriser le dialogue comme moyen préféré pour résoudre les conflits.

Rien de ce travail à Genève ne peut se faire sans notre engagement à tous les niveaux, local, régional et international. Encourager nos équipes à entreprendre des actions, à en garder

des traces et à écrire des rapports en est un présupposé, si nous voulons y apporter une contribution positive. De cette façon le travail de nos membres peut contribuer à la croissance et au développement de l'ONU, ainsi que de ceux qui vivent en situations de pauvreté, de discrimination et d'inégalités. Pour ce travail, il faut un engagement à long terme, en sachant qu'il n'y a pas de résultats immédiats et que la progression est lente.



EDWARD FLYNN À GENÈVE

Le supérieur général et son conseil se joignent au bureau JPIC de la maison généralice pour remercier le P. Edward Flynn pour toutes ses années de service à Genève. Nous lui souhaitons un ministère béni et fructueux dans ses nouvelles responsabilités.

Nous sommes tous invités à souhaiter la bienvenue dans l'équipe JPIC spiritaine à notre confrère Andrzej Owca, de la Province de Pologne. Il poursuivra le travail commencé par Edward Flynn comme représentant de VIVAT international à Genève. Il a fini sa formation initiale à Bydgoszcz (Pologne) et a été au service de la Congrégation en Croatie, Sénégal, circonscription Europe (Allemagne) et Irlande. Il a acquis une expérience riche et variée en matière de JPIC et est engagé dans le dialogue interreligieux et multiculturel. Basé à Genève, Andrzej cherchera à utiliser les mécanismes de l'ONU pour porter les violations des droits humains, rencontrés par les confrères dans leurs missions, à l'attention de la communauté internationale. Par son ministère de plaidoirie et en connexion avec d'autres organisations religieuses et civiles, il fera avancer ces causes signalées parmi les buts du développement durable de l'ONU, avec une attention particulière à la pauvreté, l'éducation, la protection de l'environnement, les migrations, les peuples indigènes et bien d'autres sujets. Les confrères sont invités à collaborer avec Andrzej dans ce ministère. Vous pouvez le joindre à vig@vivatinternational.org.



P. ANDRZEJ OWCA, CSSP.

VOS COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS POUR
L'AMÉLIORATION DE LA LETTRE JPIC/IRD SONT

LES BIENVENUS. SENTEZ-VOUS LIBRES DE COMMENTER

ET DE NOUS RAPPORTER CE QUE VOUS AVEZ ENTREPRIS

POUR FAIRE PROGRESSER LE SERVICE SPIRITAINE DE JPIC/IRD.

ENVOYEZ-LES MOI : JUDE NNOROM CSSP SUR csspppic@yahoo.it

CONGREGAZIONE DELLO SPIRITO SANTO, CASA GENERALIZIA, CLIVO DI CINNA 195, 00136 ROMA

Un grand merci à nos traducteurs, à
John Flavin e Angi Lepore (rédaction)
et à tous les collaborateurs de JPIC & IRD.